



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROGRAMMATION DES
INVESTISSEMENTS PUBLICS

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS



RAPPORT PROVISOIRE D'EXECUTION DU BIP 2018

ANNEXE BIP AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2018

SEPTEMBRE 2019

LISTE DES ACRONYMES	
ACRONYMES	DEFINITION
AE	Autorisations d'Engagement
AFD	Agence Française de Développement
ANDR	Agence des Normes et de la Qualité du Cameroun
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
BAD	Banque Africaine de Développement
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BIP	Budget d'Investissement Public
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAF	Confédération Africaine de Football
CAMTEL	Cameroon Telecommunications
CAMWATER	Cameroon Water Utilities
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CENAJES	Centre National de la Jeunesse et des Sports
CES	Conseil Economique et Social
CFC	Crédit Foncier du Cameroun
CP	Crédits de Paiement
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DAD	Dossier d'Appel d'Offres
DGB	Direction Générale du Budget
DGEPIP	Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics
DGSN	Délégation Générale à la Sureté Nationale
DGTCFM	Direction Générale du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FCP/DR	Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles
FCP/TDD	Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Inter-Communal
IDA	Association Internationale de Développement / Banque Mondiale
MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Equipeement des Terrains Urbains et Ruraux
MINAC	Ministère des Arts et de la Culture
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MINCOM	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	Ministère des Finances
MINFDF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINHOU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
MINJUSTICE	Ministère de la Justice
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINT	Ministère des Transports
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux
ONECAM	Ordre National des Entrepreneurs du Cameroun
PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la Croissance
PPBS	Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi/évaluation
PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
PTSJ	Plan Triennal Spécial Jeunes
RIO	Ressources Internes Ordinaires
RIS	Ressources Internes Spéciales
RT	Ressources Transférées
SDS	Sous-Direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public
SIC	Société Immobilière du Cameroun
SPM	Services du Premier Ministre

SOMMAIRE

I-	CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BIP 2018.....	4
II-	PRESENTATION DU BIP 2018.....	6
I.1-	Évolution du BIP global au cours des cinq dernières années.....	6
I.2-	Evolution du BIP en Ressources Internes par grandes zones d'Intervention	6
I.3-	Evolution des Ressources Transférées	7
I.4-	Présentation du BIP par chapitre budgétaire.....	8
I.6-	Présentation du BIP par Source de financement	10
III-	EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2018	12
II-1	Situation des virements de crédits sur le BIP 2018.....	12
II- 2	Situation finale de l'exécution du BIP 2018.....	14
II-3	Niveau d'exécution du BIP par secteur	18
	Niveau des engagements en Crédits de Paiement	18
	Niveau des liquidations en Crédits de Paiement	19
	Niveau des ordonnancements en Crédits de Paiement	19
	Niveau de réalisations physiques.....	20
II-4	Evolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2015-2018	21
III-	DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'EXECUTION DU BIP 2018, MESURES PRISES ET PERSPECTIVES POUR 2019	0
IV-	ANNEXES	0

I- CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BIP 2018

Le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2018 s'inscrit dans la mise en œuvre de la politique de développement économique, social et culturel de la nation. Il s'articule autour de mesures propres à consolider une croissance économique inclusive et créatrice d'emplois décents, en vue d'améliorer le niveau de vie et le bien-être des populations.

L'exécution du Budget de l'Etat de l'exercice 2018 est juridiquement encadrée par :

- la Loi N°2017/021 du 20 décembre 2017, portant Loi de Finances de la République du Cameroun ;
- la Circulaire N°001/C/MINFI du 02 janvier 2018 portant Instructions Relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et autres Organismes Subventionnés, comptant pour l'exercice 2018 ;
- la circulaire N°002C/MINFI du 19 juin 2018 modifiant et complétant certaines dispositions de la circulaire N°001/C/MINFI suscité ;
- le décret N°2018/336 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics.

L'exécution du BIP 2018 s'est réalisée dans un contexte particulier, marqué par le ralentissement de la croissance mondiale, estimée à 3,7% en 2018 contre 3,8% en 2017, mais caractérisé au niveau National, par une amélioration de l'activité économique, avec un taux de croissance estimé à 4,0% en 2018 contre 3,7% en 2017. Cette dynamique, est le fruit de plusieurs facteurs, notamment :

- le décaissement des appuis budgétaires par les partenaires au développement, suite à la conclusion satisfaisante de la troisième revue du Programme Economique et Financier, signé le 26 juin 2017 avec le Fonds Monétaire International (FMI), d'un montant global de FCFA 85 milliards FCFA, tout au long de l'exercice budgétaire 2018.
- l'évolution favorable des cours mondiaux du pétrole par rapport à 2017, avec une hausse de 30,7% du cours moyen du baril en 2018, qui s'établit à 71,1 dollars.

Par ailleurs, l'exécution du budget d'investissement public au titre de l'exercice 2018 a été marquée par :

- les réformes sur la gestion des finances publiques et de la commande publique ;
- l'organisation des élections présidentielles et sénatoriales;
- la poursuite des travaux en vue de la préparation de la CAN ;
- les problèmes sécuritaires dans certaines Régions du territoire national (Extrême-Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest) ;
- la poursuite de la mise en œuvre du protocole d'accord du Programme Economique et Financier avec le FMI ;
- l'anticipation de l'arrêt des engagements au 15 novembre par le Ministre des Finances conformément à la Loi portant régime financier de l'Etat et des Entités Publiques
- la poursuite de la mise en œuvre du PLANUT ;
- la mise en place du Conseil Constitutionnel et la création du MINDDEVEL.

II- PRESENTATION DU BIP 2018

Les données relatives au BIP 2018 présentées dans cette section font référence à la Loi de finances initiale et aux Lois de finances rectificatives pour l'exercice 2018. Ces Lois arrêtent le budget global de l'État à un montant de FCFA 4 637,5 Milliards en Autorisations d'Engagement (AE) et FCFA 4 513,5 Milliards en Crédits de Paiement (CP) dont FCFA 1 404,2 milliards en AE et FCFA 1 291,5 milliards en CP consacrés à l'investissement public.

I.1- Évolution du BIP global au cours des cinq dernières années

Le BIP représente 28,61 % en CP dans le budget global de l'Etat. Comparativement à l'exercice budgétaire 2017, le BIP 2018 connaît une baisse de l'ordre de 18,61 % en termes de Crédits de Paiement. Le tableau ci-après présente l'évolution du BIP de 2014 à 2018.

Tableau 1 : Évolution du BIP en valeurs 2014-2018(en milliards FCFA)

Exercice Budgétaire	2014		2015		2016		2017		2018	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	3 452,30	3 312,00	3 925,10	3 842,60	4 872,90	4 234,70	4 659,70	4 373,80	4 813,45	4 689,50
BIP	1140,3	1000	1328,5	1246	2151,7	1525,8	1873,5	1586,9	1404,2	1291,5
Part du BIP dans le Budget Global (%)	33	30,2	32,2	30,7	44,2	36	40,2	36,3	30,28	28,61
variation relative du BIP	-	-	16,504	24,6	61,965	22,456	-12,929	4,0045	-25,049	-18,615

Source : Lois de Finances (2014, 2015, 2016, 2017 et 2018).

I.2-Evolution du BIP en Ressources Internes par grandes zones d'Intervention

Les ressources internes (RI) continuent d'enregistrer une baisse de plus en plus importante, (3,9% en 2017 et 27,7% en 2018) en raison des mesures de régulation et de la conjoncture économique non favorable à partir de l'exercice 2016. Néanmoins, un effort continu d'être fait pour maintenir la dynamique d'augmentation de la dotation allouée à l'amélioration des conditions de vie des populations aux Collectivités Territoriales Décentralisées (+1,4 % en 2017 et 13,1% en 2018). Ceci traduit la volonté du Gouvernement de mieux adresser les préoccupations des populations exprimées à la base

Figure 1: Evolution du BIP en Ressources Internes par grandes zones d'Intervention entre 2014 et 2018 en milliards de FCFA

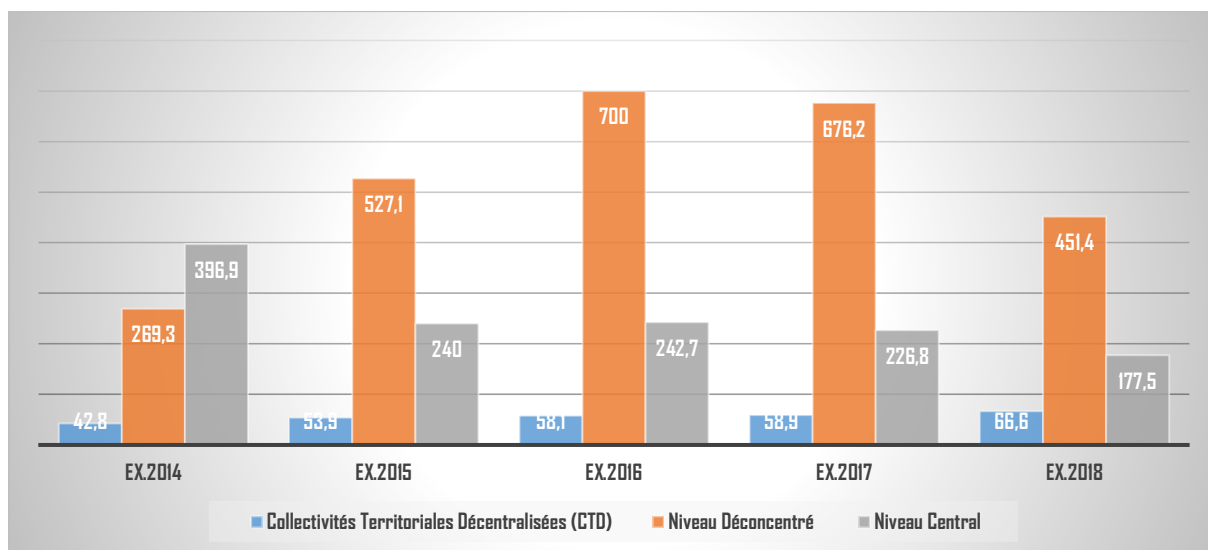


Tableau 2 : Variation du BIP 2018 par zones d'interventions

Zones d'intervention	Variation relative entre 2017 et 2018(%)
Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)	13,07
Niveau Déconcentré	-33,24
Niveau Central	-21,74
Total BIP en RI	-27,70

Source : MINEPAT

I.3-Evolution des Ressources Transférées

Les Ressources Transférées (RT) représentent 16,4% du BIP 2018 en Ressources Internes Ordinaires (RIO) hors Fonds de Contrepartie (FCP). Cependant, le Budget d'Investissement Public en Ressources Internes Ordinaires connaît une chute de 10,8% la même année. Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du BIP en RIO.

Tableau 3: Evolution du BIP en RIO

	2014	2015	2016	2017	2018
BIP en RIO	688	697,2	578	613,6	547
Evolution du BIP en RIO (%)	6,5	1,3	-17,1	6,2	-10,8
BIP en RIO hors Fonds de Contrepartie (RIO**)	575,8	595,9	415	414,9	405,8
Volume des Ressources Transférées	42,8	53,9	58,1	54,3	57,8
Valeur relative des RT par rapport au BIP en RIO*(%)	7,4	9	14	14,2	16,4

Source: MINEPAT

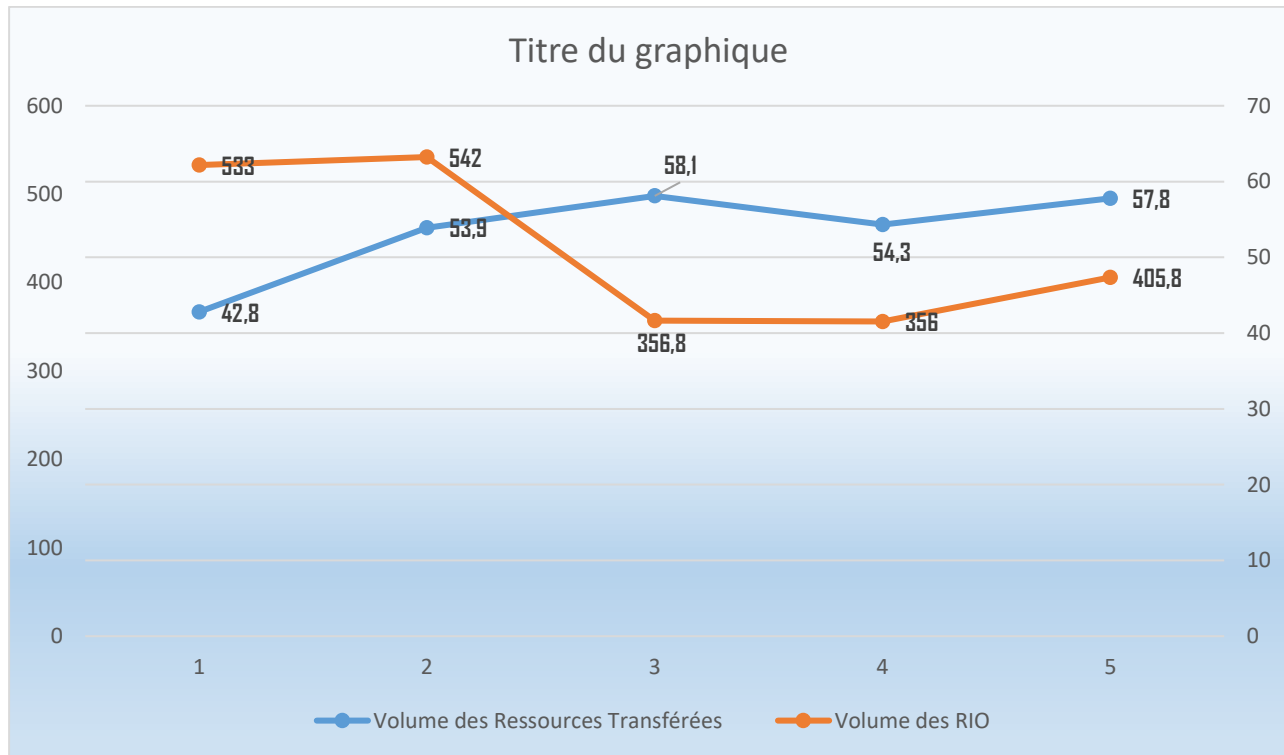
RIO:** RIO hors FCP/TDD, FCP/DR

RIO*: RIO hors FCP/TDD, FCP/DR et RT

En dépit de la baisse des RIO hors Fonds de Contrepartie (FCFA 405,8 milliards en 2018, contre FCFA 414,9 milliards en 2017), le volume des RT connaît une augmentation de FCFA 3,5 milliards soit 6% (FCFA 57,8 milliards en 2018 contre FCFA 54,3 milliards en

2017). Cette situation traduit la volonté du Gouvernement de renforcer le processus de décentralisation.

Figure 2 : Evolution comparée des RT et RIO* entre 2014 et 2018 (en milliards de FCFA)



Source: MINEPAT

I.4- Présentation du BIP par chapitre budgétaire

Le BIP 2018 a été voté par le parlement à hauteur de FCFA 1 404,2 milliards en Autorisations d'engagement et FCFA 1 291,5 milliards en Crédits de Paiement. Le tableau ci-dessous présente par chapitre budgétaire, la répartition du BIP 2018 conformément à la Loi de Finances.

Tableau 4 : Présentation du BIP 2018 par chapitre budgétaire (en milliers de FCFA)

CHAPITRE BUDGETAIRE	Dotation AE	Dotation CP
01-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 000 000 000	5 000 000 000
02-SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	1 100 000 000	1 100 000 000
03-ASSEMBLEE NATIONALE	3 200 000 000	3 200 000 000
04-SERVICES DU PREMIER MINISTRE	13 366 360 000	3 500 000 000
05-CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000 000	500 000 000
06-MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	2 800 000 000	3 000 000 000
07-MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	4 604 814 000	3 792 000 000
08-MINISTERE DE LA JUSTICE	5 086 100 000	4 676 000 000
09-COUR SUPREME	500 000 000	500 000 000
10-MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	1 060 000 000	1 060 000 000
11-CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	1 380 000 000	500 000 000
12-DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	1 802 963 000	1 500 000 000
13-MINISTERE DE LA DEFENSE	5 494 510 000	4 540 000 000
14-MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	958 394 000	958 394 000
15-MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	23 095 299 000	22 628 299 000

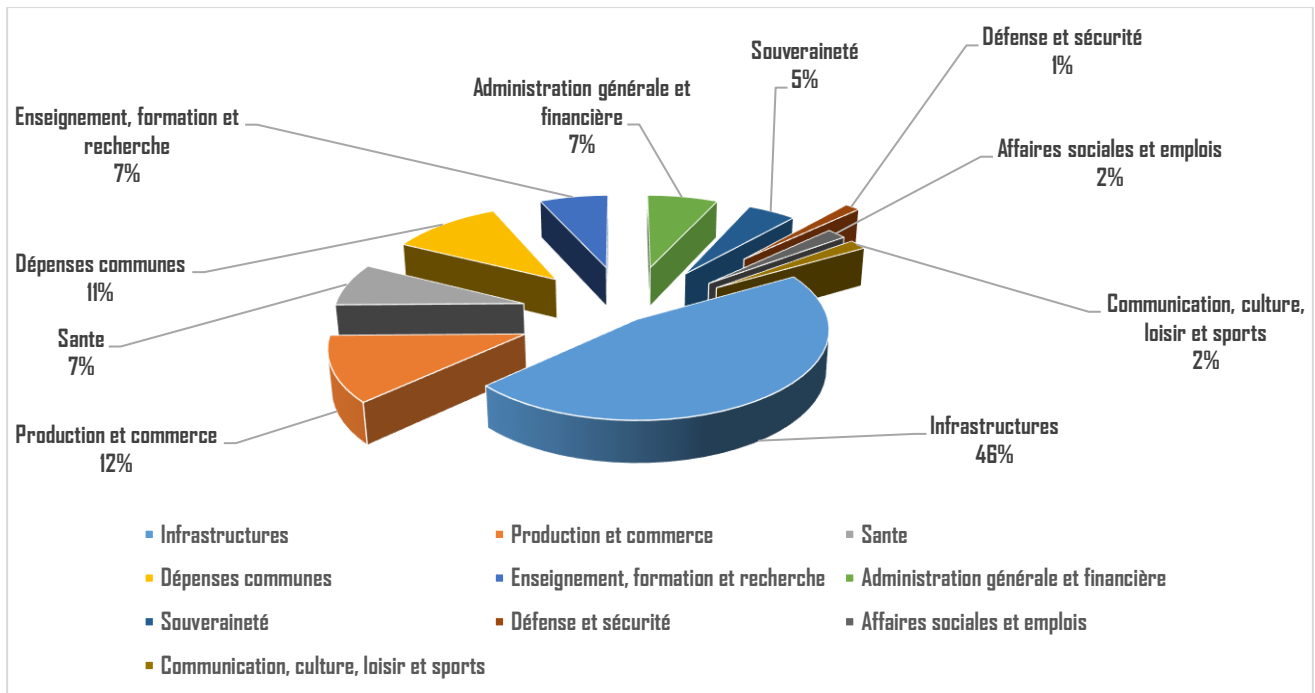
CHAPITRE BUDGETAIRE	Dotation AE	Dotation CP
16-MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	126 614 294 000	126 510 000 000
17-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 410 000 000	1 410 000 000
18-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	24 468 381 000	21 540 000 000
19-MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	3 610 000 000	3 610 000 000
20-MINISTERE DES FINANCES	10 017 293 000	5 808 293 000
21-MINISTERE DU COMMERCE	2 092 877 000	1 920 000 000
22-MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	34 026 286 000	31 732 892 000
23-MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	6 070 000 000	6 070 000 000
25-MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	19 510 465 000	20 685 529 000
26-MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	3 690 857 000	3 390 000 000
27-MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	7 877 667 000	7 827 667 000
28-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	3 532 065 000	3 532 065 000
29-MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	4 826 000 000	4 826 000 000
30-MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	52 119 946 000	51 349 946 000
31-MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	19 054 510 000	19 054 510 000
32-MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	147 944 951 000	139 719 500 000
33-MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	9 420 831 000	6 358 250 000
35-MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	9 374 456 000	7 909 481 000
36-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	319 862 652 000	261 891 000 000
37-MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	6 291 577 000	5 425 500 000
38-MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	94 275 573 000	80 117 000 000
39-MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	3 829 719 000	3 829 719 000
40-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	94 026 948 659	90 990 348 659
41-MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	700 000 000	700 000 000
42-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2 301 002 000	1 860 002 000
43-MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1 125 000 000	1 125 000 000
45-MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	41 702 000 000	41 702 000 000
46-MINISTERE DES TRANSPORTS	3 341 800 000	3 000 000 000
49-CONSEIL CONSTITUTIONNEL	500 000 000	500 000 000
50-MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	550 000 000	600 000 000
51-ELECTIONS CAMEROON	700 000 000	700 000 000
52-COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	240 000 000	240 000 000
53-SENAT	3 200 000 000	3 200 000 000
54-COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	700 000 000	700 000 000
92-PARTICIPATIONS	27 000 000 000	27 000 000 000
93-REHABILITATION/RESTRUCTURATION	10 000 000 000	10 000 000 000
94-INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	228 719 000 000	228 719 000 000
95-REPORT	9 500 000 000	9 500 000 000
Total BIP 2018	1 404 174 590 659	1 291 508 395 659

Source: MINEPAT

Un accent particulier est mis sur le développement des secteurs Infrastructures et Production qui représentent plus de 68% du BIP 2018. Le développement de ces secteurs porteurs de croissance et d'emploi s'inscrit en droite ligne du DSCE et traduit la volonté du gouvernement d'accélérer la croissance économique, afin d'améliorer le bien-être des populations, tout en assurant le respect des engagements pris au niveau international.

Par ailleurs la baisse du BIP 2018 est perceptible dans la majorité des secteurs, à l'exception des secteurs sociaux. Le graphique ci-dessous présente la ventilation du BIP 2018 par secteur.

Figure 3 : Répartition du BIP 2018 par secteur



Source : MINEPAT

I.6- Présentation du BIP par Source de financement

Le BIP 2018 connaît une baisse de 18,61% par rapport au BIP de l'exercice 2017. Cette baisse est principalement due au recul de la mobilisation des ressources internes qui passent de 961,9 milliards à 695,5 milliards sur la période. Les ressources internes représentent 53,85% du BIP 2018.

Tableau 5 : Répartition du BIP en CP par Source de Financement (en milliards de FCFA)

Grandes masses du BIP	2014	2015	2016	2017	2018	Part dans le BIP 2018	Variation entre 2016 et 2017 (%)	Variation entre 2017 et 2018 (%)
Ressources Internes	709	821	1001	961,9	695,5	53,85	-3,91	-27,70
RIO	688	697,2	578	613,6	547	42,35	6,16	-10,85
RIO**	533	542	356,8	356	405,8	31,42	-0,22	13,99
FCP/TDD	21	10	8	80	50	3,87	900,00	-37,50
FCP/DR	91,2	91,3	155	118,7	91,2	7,06	-23,42	-23,17
RT	42,8	53,9	58,1	58,9	66,6	5,16	1,38	13,07
RIS (C2D)	21	27,8	27,8	33,3	23,5	1,82	19,78	-29,43
PTSJ	-	-	-	25	10	0,77	-	-60,00
PLANUT	-	66	275	260	-	-	-5,45	-
CAN	-	30	120	30	115	8,90	-75,00	283,33
Ressources Externes	291	425	525	625	596	46,15	19,05	-4,64
Total	1000	1246	1525,8	1586,9	1291,5		4,00	-18,61

Source : MINEPAT

RIS : Ressources Internes Spéciales

FCP/TDD : Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes

FCP/DR : Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles

RIO : Ressources Internes Ordinaires

RIO* : RIO hors FCP/TDD, FCP/DR et RT

PTSJ : Plan Triennal Spécial Jeune

III- EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2018

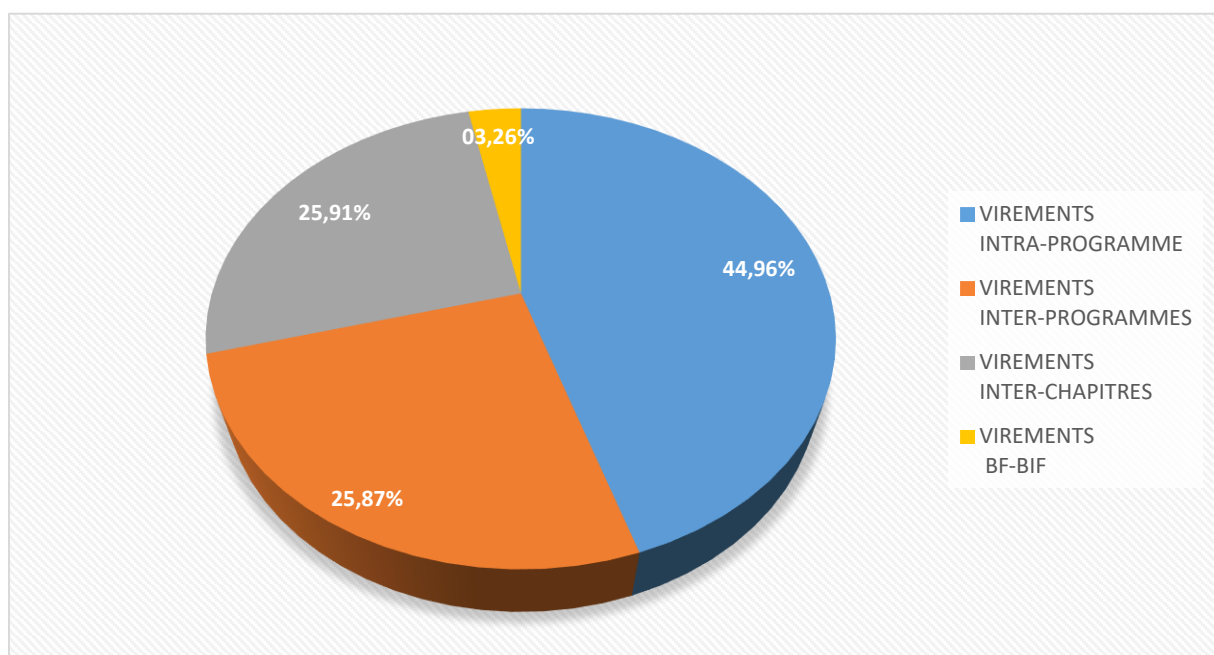
II-1 Situation des virements de crédits sur le BIP 2018

Le budget d'Investissement Public au titre de l'exercice 2018 a connu des modifications au cours de son exécution en raison des virements des crédits effectués par les Administrations. De façon globale, ces virements ont fait passer le BIP 2018 de FCFA 1 291,50 milliards à 1 310,53 milliards, soit une augmentation de 1,47%.

Quatre types de virements ont été opérés au cours de l'exercice 2018 :

- les virements intra-programme, représentent **44,96%** de l'ensemble des virements, et font référence aux virements de crédits effectués à l'intérieur d'un même programme ;
- les virements inter-programme, représentent **25,87%** de l'ensemble des virements, et font référence aux virements de crédits effectués entre les programmes d'un même chapitre budgétaire ;
- les virements inter-chapitre, représentent **25,91%** de l'ensemble des virements, et font référence aux transferts de crédits effectués entre chapitres budgétaires ;
- les virements BF-BIP, représentent **3,26%** de l'ensemble des virements, et font référence aux virements de crédits effectués du budget de fonctionnement vers le budget d'investissement.

Graphique 1 : Répartition du volume cumulé des virements



En outre, l'analyse de ces virements révèle d'importantes disparités selon les chapitres budgétaires. En effet, le chapitre 16 (Ministère des sports et de l'éducation physique) suivi du chapitre 94 (Interventions en Investissements) et du chapitre 36 (Ministère des Travaux Publics) enregistre les virements intra-programme les plus importants. Les virements inter-programmes quant à eux sont effectués en majorité par le Ministère des Travaux Publics (chapitre 36) et le Ministère de l'eau et de l'énergie (chapitre 32). Le tableau ci-dessous présente la situation des virements de crédits par chapitre.

Tableau 6: Situation des virements de crédits par chapitre budgétaire du BIP 2018 (en milliers de FCFA)

CHAPITRE		ENSEMBLE		VIREMENTS INTRA-PROGRAMME		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		VIREMENTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS BF - BIP	
Code	Libellé	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2 514 561	2 470 845	2 241 180	2 241 180	200 000	200 000	43 716		29 666	29 666
2	SERVICE RATTACHE A LA PRESIDENCE	65 043						65 043			
4	SERVICES DU PREMIER MINISTERE	539 894	435 000	435 000	435 000			104 894			
6	RELATIONS EXTERIEURES	60 000	60 000	60 000	60 000			-			
7	ADMINISTRATION TERRITORIALE	773 000	131 000	131 000	131 000			642 000			
8	JUSTICE	568 681	401 600			401 600	401 600	167 081			
9	COUR SUPREME	228 147	218 901	218 901	218 901			9 246			
10	MARCHES PUBLICS	20 064						20 064			
11	CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	245 000						245 000			
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	887 747	279 046	279 046	279 046			608 701			
13	DEFENSE	413 611	171 925	171 925	171 925			241 686			
14	ARTS ET CULTURE	105 883						105 883			
15	EDUCATION DE BASE	7 777 049	2 774 557	1 636 928	1 636 928	69 165	69 165	6 070 956			1 068 464
16	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	97 098 247	130 113 378	97 034 791	97 034 791			63 456	33 078 587		
17	COMMUNICATION	219 372	204 000	64 000	64 000	140 000	140 000	15 372			
18	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 685 069	14 091 244	1 181 284	1 181 284			1 503 785	12 909 960		
19	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	16 175						16 175			
20	FINANCES	3 416 288	803 618	501 805	501 805	301 812	301 812	2 593 204		19 466	
21	COMMERCE	74 574						74 574			
22	ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	7 560 870	31 143 683	1 671 924	1 671 924	4 806 736	4 806 736	1 082 210	24 665 024		
23	TOURISME ET LOISIRS	219 021	158 000	158 000	158 000			61 021			
25	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	12 183 764	13 634	13 634	13 634			12 170 130			
26	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	687 091	364 100	364 100	364 100			322 991			
27	DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	7 365 123	1 000 000			1 000 000	1 000 000	6 365 123			
28	ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	1 652 919	588 351	300 000	300 000	288 351	288 351	1 064 568			
29	INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	1 240 866						1 240 866			
30	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	19 055 398	14 451 019	9 788 276	9 788 276	4 662 743	4 662 743	4 604 379			
31	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	7 652 567	260 432	260 432	260 432			7 392 135			
32	EAU ET ENERGIE	73 303 449	57 704 056	13 850 659	13 850 659	43 853 397	43 853 397	15 599 393			
33	FORETS ET FAUNE	4 972 091	165 090	75 000	75 000	90 090	90 090	4 807 001			

CHAPITRE		ENSEMBLE		VIREMENTS INTRA-PROGRAMME		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		VIREMENTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS BF - BIP	
Code	Libellé	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
35	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	4 183 292	130 000	130 000	130 000			4 053 292			
36	TRAVAUX PUBLICS	131 175 062	160 768 729	47 224 174	47 224 174	74 019 994	74 019 994	9 930 894	39 524 561		
37	DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	2 613 132	217 959	47 953	47 953	170 006	170 006	2 395 173			
38	HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	21 396 790	10 965 356	2 196 739	2 196 739	8 768 617	8 768 617	10 431 434			
39	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	191 273	190 000	190 000	190 000			1 273			
40	SANTE PUBLIQUE	50 781 436	14 224 689	1 675 651	1 675 651	12 549 038	12 549 038	36 556 747			
42	AFFAIRES SOCIALES	1 030 718	630 718	630 718	630 718			400 000			
43	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	103 000	3 000			3 000	3 000	100 000			
45	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	18 010 581	6 604 512	6 582 872	6 582 872	21 640	21 640	11 406 069			
46	TRANSPORTS	698 230						698 230			
49	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	500 000	500 000	500 000	500 000						
50	FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE	50 000	50 000	50 000	50 000						
51	ELECTIONS CAMEROON	350 000	325 000	325 000	325 000			25 000			
52	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LIBERTE	230 010						230 010			
65	DEPENSES COMMUNES	840 220	18 728 528	840 220	840 220						17 888 308
92	PARTICIPATIONS	732 161	11 725 596	732 161	732 161				10 993 435		
93	REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	988 132						988 132			
94	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT	66 716 374	90 536 551	60 131 980	60 131 980			6 584 394	30 404 571		
95	REPORT	11 799 652	11 412 518	11 324 817	11 324 817			474 834			87 700
TOTAL		565 991 629	585 016 635	263 020 171	263 020 171	151 346 189	151 346 189	151 576 137	151 576 137	49 132	19 074 138

Source : MINEPAT

II- 2 Situation finale de l'exécution du BIP 2018

L'exécution physico-financière du BIP 2018 au terme de l'exercice se présente ainsi qu'il suit :

- taux d'engagement : **107,7%** ;
- taux de liquidation : **104,7%** ;
- le taux d'ordonnancement : **104,4%** ;
- le taux d'exécution physique : **100,2%**.

Ces taux sont tirés par l'exécution physico-financière des projets à financements extérieurs qui se présente comme suit :

- taux d'exécution financière : **122,2%** ;
- taux d'exécution physique : **109,9%**.

Le tableau ci-dessous résume la situation de l'exécution des crédits du BIP au titre de l'exercice 2018.

Tableau 7 : Situation d'exécution du BIP 2018 par mode de gestion (en milliers de FCFA)

	DOTATION LOI DE FINANCES		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
BIP 2018 sur ressources internes	808 174 593	695 508 398	829 932 814	717 266 619	686 191 578	646 908 344	643 311 491	95,7	90,2	89,7	91,1
Crédits à gestion centrale	721 144 810	614 454 034	721 000 303	614 309 527	602 592 517	584 236 501	580 639 648	98,1	95,1	94,5	93,4
Rl affectées aux projets CAN	110 000 000	110 000 000	72 050 000	72 050 000	72 050 000	72 050 000	72 050 000	100	100	100	100
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	80 626 438	80 626 438	81 376 212	81 376 212	81 301 846	81 301 846	81 301 846	99,9	99,9	99,9	86,4
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	47 500 000	47 500 000	43 456 741	43 456 741	43 456 741	43 456 741	43 456 741	100	100	100	100
Subventions	63 593 660	60 445 279	55 941 006	52 792 625	52 474 550	52 348 603	52 348 603	99,4	99,2	99,2	96,9
Crédits Plan Triennal Spécial jeunes	10 000 000	10 000 000	3 332 317	3 332 317	3 332 317	3 332 317	3 332 317	100	100	100	100
Crédits PLANUT	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Crédits pour projets C2D	16 324 019	16 324 019	15 620 869	15 620 869	15 611 670	15 539 753	15 539 753	99,9	99,5	99,5	99,5
Participations	27 000 000	27 000 000	37 993 435	37 993 435	37 946 895	37 946 895	37 946 895	99,9	99,9	99,9	99,9
Réhabilitation / Restructuration	10 000 000	10 000 000	9 011 868	9 011 868	8 527 041	8 521 136	8 521 136	94,6	94,6	94,6	94,6
Report	9 500 000	9 500 000	8 969 766	8 969 766	8 969 766	8 944 816	8 944 816	100	99,7	99,7	0
Autres Crédits à gestion centrale	346 600 693	243 058 298	393 248 090	289 705 695	278 921 691	260 794 394	257 197 541	96,3	90	88,8	90,9
Crédits délégués	87 029 783	81 054 364	108 932 511	102 957 092	83 599 061	62 671 843	62 671 843	81,2	60,9	60,9	76,4
Délégations automatiques	27 665 743	24 580 559	26 743 840	23 658 656	17 101 731	15 228 630	15 228 630	72,3	64,4	64,4	81,1
aux SDs intérieurs	26 272 743	23 187 559	25 350 840	22 265 656	17 015 148	15 142 048	15 142 048	76,4	68	68	81,8
aux SDs extérieurs	1 393 000	1 393 000	1 393 000	1 393 000	86 582	86 582	86 582	6,2	6,2	6,2	32,6
Ressources transférées aux CTDs	59 364 040	56 473 805	58 207 861	55 317 626	42 516 521	37 402 483	37 402 483	76,9	67,6	67,6	78,1
Délégations ponctuelles	-	-	23 980 810	23 980 810	23 980 810	10 040 730	10 040 730	100	41,9	41,9	63,2
aux SDs intérieurs	-	-	11 411 411	11 411 411	11 411 411	7 444 528	7 444 528	100	65,2	65,2	62,7
aux SDs extérieurs	-	-	10 054 493	10 054 493	10 054 493	661 637	661 637	100	6,6	6,6	42,2
aux CTDs	-	-	2 514 905	2 514 905	2 514 905	1 934 566	1 934 566	100	76,9	76,9	78,6
BIP 2018 sur ressources externes	596 000 000	596 000 000	593 266 785	593 266 785	725 082 132	725 082 132	725 082 132	122,2	122,2	122,2	109,9
TOTAL BIP 2018	1 404 174 593	1 291 508 398	1 423 199 599	1 310 533 404	1 411 273 710	1 371 990 476	1 368 393 624	107,7	104,7	104,4	100,25

Source : MINEPAT

Le Chapitre des reports affiche un taux de réalisation physique nul, pour un taux de liquidation de 99,7% en raison du fait que les crédits budgétisés en « Report » sont destinés à la prise en charge des projets réalisés au cours de l'exercice précédent.

La situation d'exécution physique des projets à financement extérieurs affiche un taux de réalisation physique (109,9%) inférieur au taux de décaissement (122,22%). Cette situation s'explique par le mode d'exécution de cette catégorie de ressources. En effet, certains décaissements de l'exercice 2018 résultent des appels de fonds effectués au cours des exercices antérieurs. Par ailleurs, certains projets s'exécutent au-delà des prévisions de l'exercice, ce qui induit des décaissements au-delà des plafonds définis dans la Loi de Finances.

Tableau 8 : exécution du BIP 2018 par chapitre budgétaire

CHAPITRE BUDGETAIRE	DOTATION LOI DE FINANCES		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	%	%	%	%
	AE	CP	AE	CP	CP			ENG CP	LIQ	ORD	RPHYS
01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5000000	5000000	4956284	4956284	4942395	4492395	4492395	99,7	90,6	90,6	90,6
02 SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	1100000	1100000	1034957	1034957	834957	834957	834957	80,7	80,7	80,7	80,7
03 ASSEMBLEE NATIONALE	3200000	3200000	3200000	3200000	3200000	3200000	3200000	100	100	100	100
04 SERVICES DU PREMIER MINISTRE	13366360	3500000	13261466	3395106	3284263	3189753	3139758	96,7	94	92,5	95,7
05 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500000	500000	500000	500000	487785	487785	487785	97,6	97,6	97,6	97,6
06 MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	2800000	3000000	2800000	3000000	2260887	1440112	1215414	75,4	48	40,5	98,1
07 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	4604814	3792000	3962814	3150000	4028396	3698786	3280511	127,9	117,4	104,1	81,2
08 MINISTERE DE LA JUSTICE	5086100	4676000	4919019	4508919	3606016	3581989	3581989	80	79,4	79,4	79,9
09 COUR SUPREME	500000	500000	490754	490754	490754	490754	490754	100	100	100	100
10 MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	1060000	1060000	1039936	1039936	896818	686506	686506	86,2	66	66	96,3
11 CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	1380000	500000	1135000	255000	254999	254999	254999	100	100	100	100
12 DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	1802963	1500000	1194262	891299	10769086	10769086	10745537	1208,2	1208,2	1205,6	99,3
13 MINISTERE DE LA DEFENSE	5494510	4540000	5252824	4298314	4135313	3699893	3474893	96,2	86,1	80,8	96,2
14 MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	958394	958394	852511	852511	842900	811525	811525	98,9	95,2	95,2	95,2
15 MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	23095299	22628299	18092807	17625807	15936914	14550580	14550580	90,4	82,6	82,6	89,5
16 MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	126614294	126510000	159629425	159525131	192776429	192648726	192648726	120,8	120,8	120,8	120,8
17 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1410000	1410000	1394628	1394628	1394628	1394628	1394628	100	100	100	100
18 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	24468381	21540000	35874556	32946175	32786115	32786115	32786115	99,5	99,5	99,5	94,7
19 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	3610000	3610000	3593825	3593825	3592131	3583131	3583131	100	99,7	99,7	98,9
20 MINISTERE DES FINANCES	10017293	5808293	7404623	3195623	2931302	2723091	2723091	91,7	85,2	85,2	90
21 MINISTERE DU COMMERCE	2092877	1920000	2018303	1845426	1627781	1538244	1538244	88,2	83,4	83,4	88,5
22 MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	34026286	31732892	57609099	55315705	55387180	55255959	55245970	100,1	99,9	99,9	99,3
23 MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	6070000	6070000	6008979	6008979	5478460	5266503	5266503	91,2	87,6	87,6	90,7
25 MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	19510466	20685530	7340336	8515400	7077590	6453995	6453995	83,1	75,8	75,8	77,1
26 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	3690857	3390000	3367866	3067009	3117397	3102114	3102114	101,6	101,1	101,1	95,7
27 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	7877667	7827667	1512544	1462544	2070119	2070119	1463119	141,5	141,5	100	141,6
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	3532065	3532065	2467497	2467497	2304899	2271267	2235304	93,4	92	90,6	84,9
29 MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	4826000	4826000	3585134	3585134	3585134	3495321	3495321	100	97,5	97,5	97,5

CHAPITRE BUDGETAIRE	DOTATION LOI DE FINANCES		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	%	%	%	%
	AE	CP	AE	CP	CP			ENG CP	LIQ	ORD	RPHYS
30 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	52119946	51349946	47515567	46745567	46466534	45655458	45579447	99,4	97,7	97,5	99,5
31 MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	19054510	19054510	11662375	11662375	12568309	12031355	12031355	107,8	103,2	103,2	96,1
32 MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	147944952	139719501	132345558	124120107	169244914	167717737	167663250	136,4	135,1	135,1	97,9
33 MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	9420831	6358250	4613830	1551249	3050080	2970215	2970215	196,6	191,5	191,5	78,6
35 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	9374457	7909482	5321164	3856189	3796151	3646374	3646374	98,4	94,6	94,6	94
36 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	319862652	261891000	349456319	291484667	314390732	311311347	310582403	107,9	106,8	106,6	106
37 MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	6291577	5425500	3896404	3030327	2989949	2971579	2971579	98,7	98,1	98,1	86,1
38 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	94275573	80117000	83844139	69685566	66492815	66126847	66114095	95,4	94,9	94,9	93,2
39 MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	3829719	3829719	3828446	3828446	3579306	3561811	3561811	93,5	93	93	94,5
40 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	94026949	90990349	57470201	54433601	55018627	53188376	52594044	101,1	97,7	96,6	92,7
41 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	700000	700000	700000	700000	575418	520418	520418	82,2	74,3	74,3	79,3
42 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2301002	1860002	1901002	1460002	1668340	1650878	1650878	114,3	113,1	113,1	96,8
43 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1125000	1125000	1025000	1025000	851208	845068	845068	83	82,4	82,4	89,7
45 MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	41702000	41702000	30295931	30295931	30126187	30126187	30023509	99,4	99,4	99,1	98,1
46 MINISTERE DES TRANSPORTS	3341800	3000000	2643570	2301770	1927560	1914897	1892869	83,7	83,2	82,2	87,8
49 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	500000	500000	500000	500000	500000	500000	500000	100	100	100	100
50 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	550000	600000	550000	600000	470638	360638	360638	78,4	60,1	60,1	90,4
51 ELECTIONS CAMEROON	700000	700000	675000	675000	675000	675000	675000	100	100	100	100
52 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	240000	240000	9990	9990	0	0	0	0	0	0	0
53 SENAT	3200000	3200000	3200000	3200000	3200000	3200000	3200000	100	100	100	100
54 COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	100	100	100	100
65 DEPENSES COMMUNES	0	0	17888308	17888308	17886955	13164491	13164491	100	73,6	73,6	100
92 PARTICIPATIONS	27000000	27000000	37993435	37993435	37946895	37946895	37946895	99,9	99,9	99,9	99,9
93 REHABILITATION/RESTRUCTURATION	10000000	10000000	9011868	9011868	8527041	8521136	8521136	94,6	94,6	94,6	94,6
94 INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	228719000	228719000	252539177	252539177	249407536	228817518	228406368	98,8	90,6	90,4	91,6
95 REPORT	9500000	9500000	9112866	9112866	9112866	9087916	9087916	100	99,7	99,7	100
TOTAL BIP 2018	1404174593	1291508398	1423199599	1310533404	1411273710	1371990476	1368393624	107,7	104,7	104,4	100,3

Source : MINEPAT

La DGSN et la CNDHL présentent des situations d'exécution particulières. En effet, le projet de vidéo surveillance de la DGSN bien que n'étant pas inscrit dans la Loi de Finances initiale a enregistré un décaissement de FCFA 9,9 milliards, en raison de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations.

Aussi, la **Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés** affiche en 2018 un taux d'exécution nul en raison des retards observés dans le processus de

contractualisation des travaux de construction de l'immeuble siège et des antennes régionales de l'Adamaoua et du Sud.

II-3 Niveau d'exécution du BIP par secteur

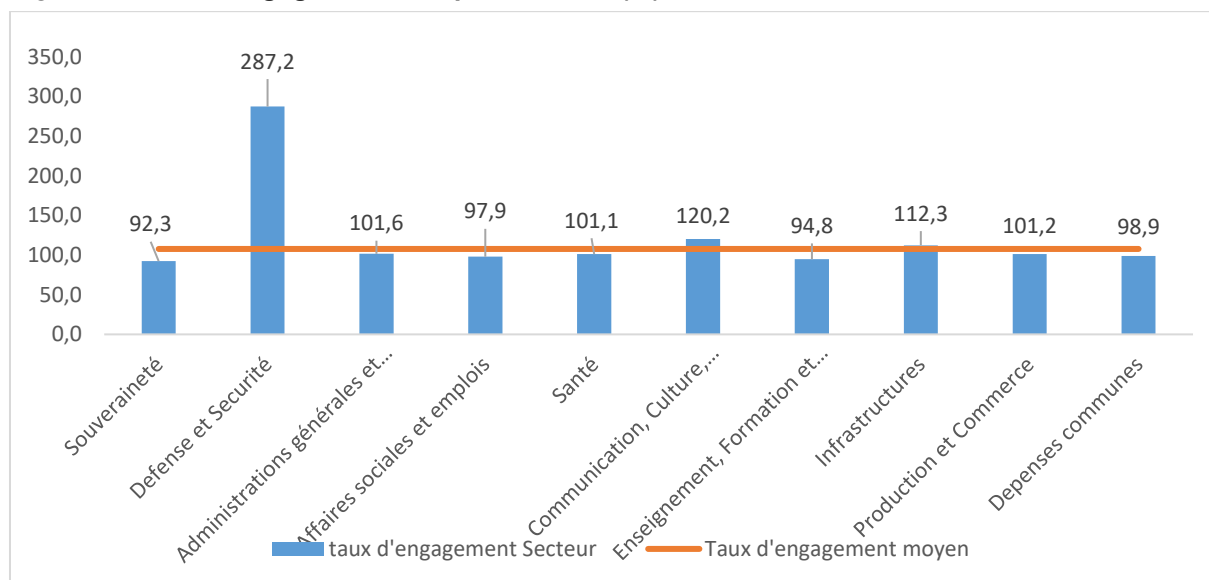
L'analyse de la performance des administrations regroupées en secteurs révèle des disparités dans l'exécution du BIP 2018. De manière détaillée, ces performances se présentent comme suit :

Niveau des engagements en Crédits de Paiement

Le taux d'engagement global des crédits de paiement du BIP 2018 est de **107,69%**.

Les secteurs « **défense et sécurité** », « **communication, culture, loisirs et sports** » et « **infrastructures** » réalisent performances les plus élevées par rapport au taux global, avec des taux d'engagement en CP respectifs de **287,2%**, **120,2%** et **112,3%**. Les autres secteurs enregistrent des taux en dessous du taux global. Les dépassements des taux observés s'expliquent de façon globale par la présence des FINEX dans les secteurs concernés.

Figure 4 : Taux d'engagements CP par secteurs (%)



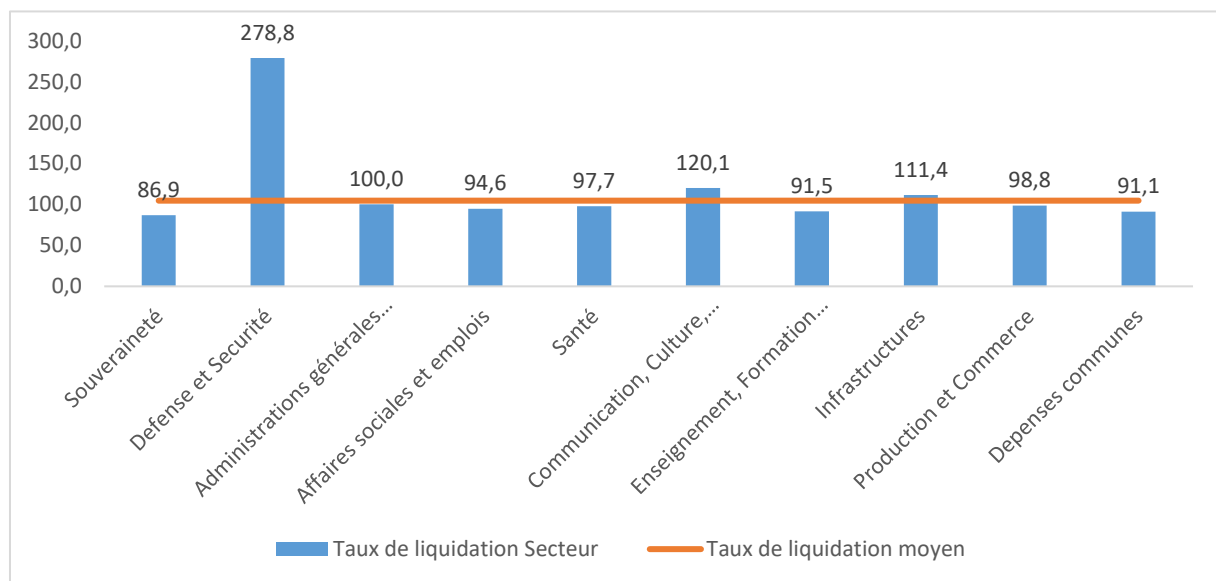
Source : MINEPAT

Niveau des liquidations en Crédits de Paiement

Le taux de liquidation global des crédits du BIP 2018 est de **104,69%**.

Les secteurs « **défense et sécurité** », « **communication, culture, loisirs et sports** » et « **infrastructure et commerce** » réalisent performances les plus élevées par rapport au taux global, avec des taux de liquidation en CP respectifs de **278,8%**, **120,1%** et **111,4%**. Les autres secteurs enregistrent des taux en dessous du taux global.

Figure 5 : Taux des liquidations CP par secteur (%)

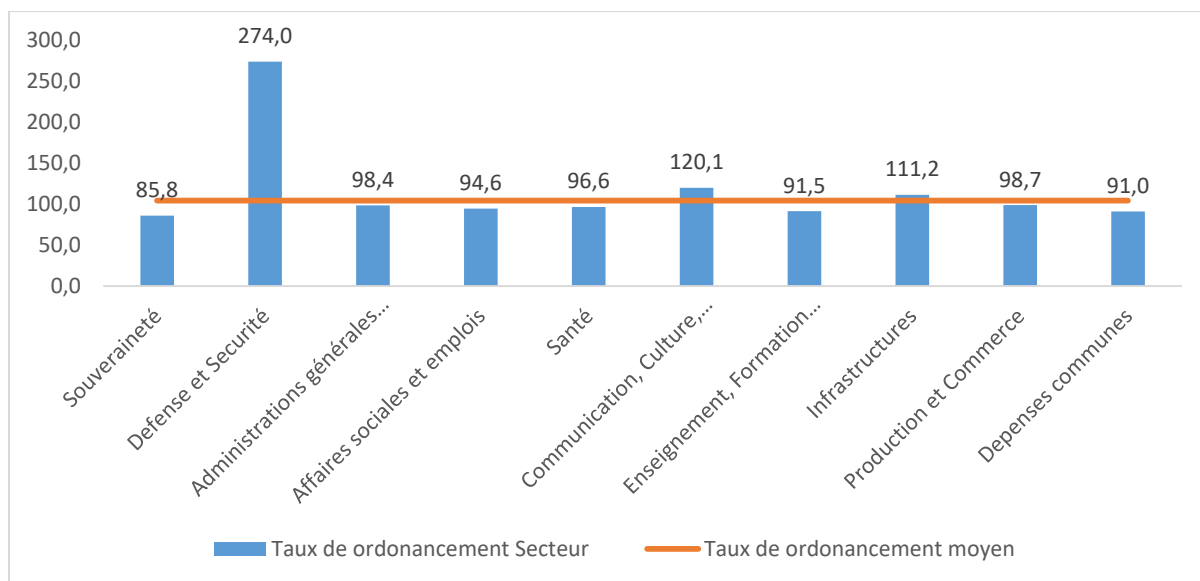


Niveau des ordonnancements en Crédits de Paiement

Le taux d'ordonnancement global des crédits du BIP 2018 est de **104,61%**.

Les secteurs « **défense et sécurité** », « **communication, culture, loisirs et sports** » et « **infrastructure et commerce** », réalisent les performances les plus élevées, par rapport au taux global, avec des taux d'ordonnancement en CP respectifs de **274,0%**, **120,1%** et **111,2%**. Les autres secteurs enregistrent des taux en dessous du taux global.

Figure 6 : Taux des ordonnancements par secteur (%)



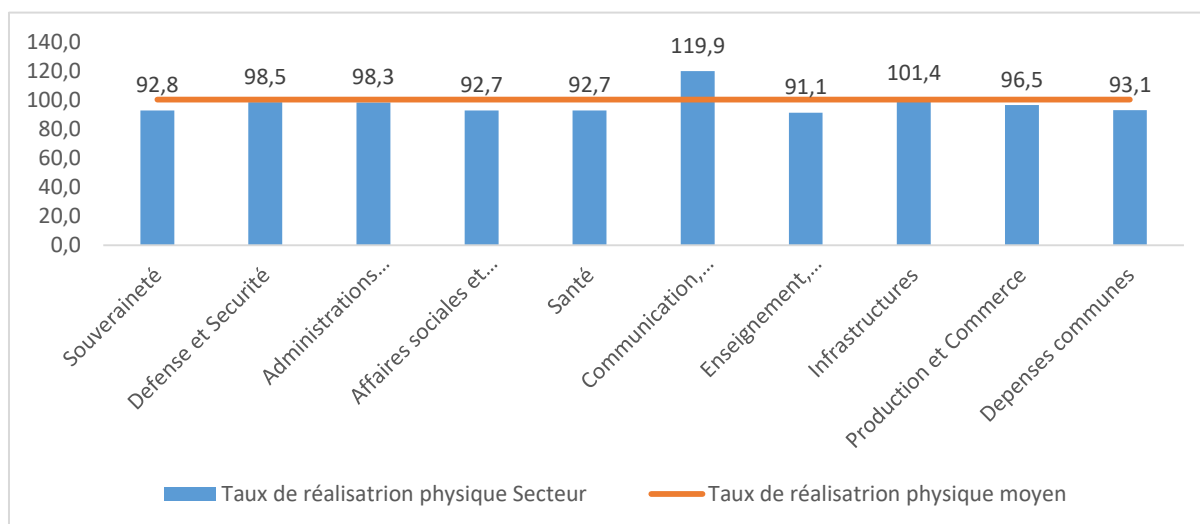
Source : MINEPAT

Niveau de réalisations physiques

Le taux de réalisation physique du BIP 2018 est de **100,25%**.

Les secteurs « **communication, culture, loisirs et sports** » et « **infrastructures** », réalisent les performances les plus élevées, par rapport au taux global, avec des taux de réalisations physiques en CP respectifs de **119,9%** et **101,4%**.

Figure 7: Taux des réalisations physiques par secteur (%)



Source : MINEPAT

II-4 Evolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2015-2018

Tableau 9 : Évolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2015-2018

	Engagement (%)						Liquidation (%)						Ordonnancement (%)						Réalisation Physique (%)					
	LR 2015	LR 2016	LR 2017	2e Comité 2018	LR 2018	Variation 2017-2018	LR 2015	LR 2016	LR 2017	2e Comité 2018	LR 2018	Variation 2017-2018	LR 2015	LR 2016	LR 2017	2e Comité 2018	LR 2018	Variation 2017-2018	LR 2015	LR 2016	LR 2017	2e Comité 2018	LR 2018	Variation 2017-2018
Ensemble du BIP	95,36	95,76	98,94	93,64	107,69	8,75	94,16	95,16	97,18	89,72	104,69	7,51	93,78	95,13	96,75	89,42	104,42	7,67	91,61	94,52	96,15	76,36	100,25	5,73
Ressources externes	90,23	88,77	100,00	104,98	122,22	22,22	90,23	88,77	100,00	104,98	122,22	22,22	90,23	88,77	100,00	104,98	122,22	22,22	90,23	88,77	100,00	87,62	109,90	21,13
Ressources internes (G. centrale + C. délégués)	98,01	99,07	98,18	84,23	95,67	-2,52	96,18	98,19	95,17	77,05	90,19	-4,98	95,61	98,15	94,44	76,50	89,69	-4,75	93,40	98,22	93,08	65,99	91,15	-7,08
Crédits à gestion centrale	98,78	99,61	98,68	85,98	98,09	-0,59	97,32	99,28	97,36	82,57	95,10	-2,26	96,98	99,24	96,54	81,92	94,52	-2,02	94,22	99,00	93,77	66,29	93,42	-5,58
Crédits à gestion déconcentrée (automatiques et ponctuelles)	91,54	92,28	94,30	74,04	81,20	-13,10	86,66	84,48	78,11	44,91	60,87	-17,24	84,15	84,48	78,11	44,91	60,87	-17,24	89,32	91,20	88,22	64,28	76,38	-14,82
ADAMAOUA	97,92	96,89	99,29	87,39	93,69	-5,60	94,91	96,54	97,31	65,70	84,36	-12,96	92,65	96,54	97,31	65,70	84,36	-12,96	96,31	98,47	98,90	87,34	93,08	-5,39
CENTRE	88,12	87,38	90,57	69,11	83,53	-7,04	83,66	71,49	68,18	50,77	78,35	10,17	80,25	71,49	68,18	50,77	78,35	10,17	87,16	84,81	79,28	67,72	86,80	1,99
EST	79,99	85,89	98,88	72,26	80,14	-18,75	76,87	59,27	82,75	47,58	66,07	-16,68	75,16	59,27	82,75	47,58	66,07	-16,68	80,23	81,46	92,40	70,06	84,03	2,57
EXTREME NORD	97,50	92,80	93,66	68,01	78,72	-14,93	93,85	89,95	69,81	49,20	70,54	0,73	90,99	89,95	69,81	49,20	70,54	0,73	95,95	94,49	86,01	62,21	78,05	-16,44
LITTORAL	84,73	94,44	94,11	67,44	72,60	-21,51	80,42	88,25	64,57	47,60	62,56	-2,01	79,02	88,25	64,57	47,60	62,56	-2,01	80,71	92,13	82,80	63,35	77,08	-15,05
NORD	97,25	95,14	93,19	94,19	95,09	1,89	86,95	94,36	79,87	76,60	86,78	6,91	84,71	94,36	79,87	76,60	86,78	6,91	89,42	96,86	92,88	84,09	92,06	-4,80
NORD-OUEST	98,60	97,16	99,55	63,43	69,12	-30,42	93,95	93,40	95,26	41,72	52,43	-42,84	91,17	93,40	95,26	41,72	52,43	-42,84	97,86	96,02	97,87	51,17	53,43	-42,59
OUEST	90,00	91,89	97,20	76,22	79,31	-17,89	84,38	84,80	79,45	41,42	54,35	-25,10	80,76	84,80	79,45	41,42	54,35	-25,10	89,25	90,18	87,31	66,06	75,09	-15,09
SUD	92,26	92,07	95,15	70,59	81,07	-14,08	83,71	88,94	78,70	49,10	62,36	-16,34	82,19	88,94	78,70	49,10	62,36	-16,34	85,66	90,89	89,53	52,96	68,43	-22,47
SUD-OUEST	96,30	97,12	82,58	68,96	70,85	-11,73	93,71	94,53	74,29	46,93	52,73	-21,56	92,20	94,53	74,29	46,93	52,73	-21,56	94,92	96,85	91,75	46,48	54,00	-42,86

Source : MINEPAT

Le BIP de l'exercice 2018 enregistre un taux de réalisation physique globale de **100,25%** en augmentation de **5,73%** en glissement annuel. Les taux de liquidation et d'ordonnancement quant à eux se situent respectivement à **104,69%** et **104,42%**. Ce niveau de réalisation physique du BIP 2018 s'explique par un taux élevé d'exécution des ressources externes qui est de **109,9%** contre **91,15%** en ressources internes.

Les crédits à gestion déconcentrée connaissent par contre des performances peu satisfaisantes, aussi bien en termes d'engagement, de liquidation, d'ordonnancement que de réalisation physique, avec des taux respectifs de **81,20%**, **60,87%**, **60,87%** et **76,38%**. Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest enregistrent les taux de réalisation physique les plus bas.

III- DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'EXECUTION DU BIP 2018, MESURES PRISES ET PERSPECTIVES POUR 2019

Cette partie présente les difficultés rencontrées dans l'exécution du budget, et des mesures correctives suggérées par les parties prenantes à l'investissement public. Les volets abordés concernent la contractualisation des projets(A), l'exécution physique des projets(B) et l'exécution financière des projets (C).

A. Contractualisation des projets

i) difficultés

Les principales difficultés rencontrées dans la contractualisation des projets du BIP 2018 sont les suivantes :

- maturation insuffisante de certains projets ;
- insuffisante appropriation des réformes sur les marchés publics ;
- non-respect des délais prescrits par l'Autorité des marchés publics ;
- non-respect des plans de passation des marchés.

ii) Recommandations et perspectives

Pour remédier à ces problèmes, des recommandations ont été formulées à l'endroit des acteurs de l'exécution du BIP. Il s'agit entre autres de :

- respecter les dispositions du décret sur la maturation des projets ;
- anticiper sur les procédures de contractualisation pour une meilleure exécution du BIP ;
- respecter le plan de passation des marchés publics ;
- renforcer les capacités des acteurs de la chaîne d'exécution du BIP sur les nouvelles procédures de la commande publique.

B. Exécution physique des projets

i) Difficultés

S'agissant de l'exécution physique des projets du BIP 2018, les entraves ci-après ont été relevées :

- ressources humaines, financières et matérielles insuffisantes pour les Ingénieurs de l'Etat et certaines entreprises adjudicataires ;
- remontée insuffisante des données d'exécution des projets;
- crise sécuritaire dans certaines localités.

ii) Recommandations et perspectives

Au regard de ces difficultés, les recommandations ci-après ont été formulées :

- renforcer les capacités des Ingénieurs de l'Etat;
- mener une étude sur l'amélioration des capacités d'intervention des Ingénieurs de l'Etat ;
- assurer la finalisation des travaux de catégorisation des entreprises en cours;
- assurer une meilleure sélection des entreprises adjudicataires;
- payer dans les délais requis les décomptes des prestations réalisées;
- renforcer les dispositifs de suivi de l'exécution du BIP

C. Exécution financière des projets

i) Difficultés

En 2018, les difficultés ci-après ont été identifiées :

- insuffisante appropriation des nouvelles procédures d'exécution des crédits de subvention en investissement et des fonds de contrepartie conformément à la circulaire N° 002/C/MINFI du 19 Juin 2018 modifiant et complétant certaines dispositions de la circulaire relative à l'Exécution, Suivi et au Contrôle du Budget 2018 ;
- retard dans le paiement des décomptes;
- non-respect du principe d'annualité budgétaire dans certaines dépenses relevant des financements extérieurs.

ii) Recommandations et perspectives

Pour pallier ces difficultés, les recommandations ci-après ont été formulées :

- Renforcer les capacités des intervenants dans la chaîne d'exécution des crédits de subvention en investissement et des fonds de contrepartie ;
- Systématiser l'élaboration des plans d'engagement en vue de leur prise en compte dans le plan de trésorerie ;
- Poursuivre la régulation des appels de fonds et la réconciliation des données sur l'exécution des financements extérieurs au sein de la plate-forme mise en place au MINEPAT à cet effet.

IV- ANNEXES

Situation d'exécution des projets du BIP 2018 par chapitres, Actions et Projets.